

Unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71 321 Chalon-sur-Saône

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VERNIJURA**

10, route de Villeneuve  
39600 ARBOIS

Références : FB/MV/2022/C\_233  
Code AIOT : 0005900708

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement VERNIJURA implanté 10, route de Villeneuve à ARBOIS (39600). L'inspection a été annoncée le 06/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection visait essentiellement à contrôler la mise en œuvre des dispositions de sécurité relatives au stockage de nitrocellulose présent sur le site et qui ont été prévues par l'exploitant dans l'étude technico-économique qu'il a remis à l'administration en juillet 2017 en application de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2016-30-DREAL du 17/11/2016.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERNIJURA
- Zone Industrielle, 10 Route De Villeneuve 39600 ARBOIS
- Code AIOT : 0005900708
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VERNIJURA, spécialisée dans la fabrication de vernis et peinture pour tout support, dont le siège social est situé 10 route de Villeneuve à Arbois (39600), exploite à cette même adresse son unité de fabrication.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 1253 du 3 décembre 1993.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les consignes d'exploitation,
- la défense incendie,
- la prévention des pollutions des eaux superficielles.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des installations	Code de l'environnement article R513-1	<i>Demande d'analyse et de positionnement (remarque n° 4 du rapport d'inspection du 21/09/2016)</i>	Sans objet
2	Construction du dépôt de nitrocellulose	Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 10.2	/	Sans objet
4	Manutention	Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 11.1	/	Sans objet
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 11.5	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 11.6	/	Sans objet
9	Rétention des produits liquides	Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 3.2	/	Sans objet
10	Rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Equipements du dépôt de nitrocellulose	Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 10.3	/	Sans objet
5	Rangement	Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 11.2	/	Sans objet
8	Maîtrise des risques liés au stockage de nitrocellulose	AP Complémentaire du 17/11/2016, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- six non-conformités ont été constatées, sur les thèmes suivants :
  - classement des installations ;
  - l'éloignement des véhicules de livraison du stockage de nitrocellulose ;
  - les consignes de sécurité et leur affichage ;
  - les rétentions des substances potentiellement polluantes présentes dans l'atelier de

- production ou dans la zone d'expédition ;
- la rétention des eaux d'extinction d'incendie;
- sept demandes de compléments ont été formulées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement – article R513-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques de classement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <i>Demande d'analyse et de positionnement (remarque n° 4 du rapport d'inspection du 21/09/2016)</i>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</p>
<p><b>Constats :</b> En raison des évolutions successives de la nomenclature des installations classées et notamment avec les évolutions survenues avec l'entrée en vigueur du règlement européen n° 1272/2008, dit « CLP » pour classification, étiquetage et emballage des substances et des mélanges et de la directive européenne 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « Seveso 3 », le classement des activités de l'établissement au titre des installations classées est à revoir.</p> <p>Lors des précédentes visites d'inspection du 25/02/2009 et 20/06/2016, la question du classement des installations a déjà été abordée. En l'occurrence, au travers du rapport de l'inspection du 20 juin 2016 référencé UD39/PR/PC/ACI/NW/FD/2016-447, l'inspection des installations classées relevait, entre autres, que dans son courrier du 26/05/2016 relatif au classement dans les rubriques 4000, l'exploitant n'avait pas déclaré les quantités totales susceptibles d'être présentes dans les installations. À titre d'exemple, les déchets relevant de la rubrique 4331 de la nomenclature des ICPE n'avaient pas été comptabilisés ni la capacité totale des cuves de stockage en l'absence de dispositifs physiques de limitation de remplissage de celles-ci.</p> <p>L'exploitant n'a pas, en réponse aux constats de l'inspection du 20/06/2016, complété son positionnement. En conséquence, aucun classement n'a été acté et le cadre réglementaire applicable à l'établissement demeure incertain.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées relève une non-conformité dans la mesure où l'exploitant a sollicité la poursuite du fonctionnement de ses installations au bénéfice des droits acquis sans fournir les indications nécessaires visées au 3° du I de l'article R. 513-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant un positionnement détaillé du classement de ces installations et activités et en déterminant les arrêtés ministériels qui lui sont applicables en plus de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Observations :</b> Le règlement européen n° 2019/521 du 27/03/19 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 dit « CLP » a introduit la classification de substances ou mélanges en tant que qu'explosibles désensibilisés et a introduit de nouvelles mentions de danger H206 à H208. Selon les fiches de données de sécurité des différentes références de nitrocellulose stockées et utilisées sur site, celles-ci sont classées</p>

H206 ou H207. Ces mentions de dangers n'entraînent, <i>a priori</i> , plus le classement de l'établissement au titre de la rubrique 1450 – Solides inflammables (stockage ou emploi de).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Construction du dépôt de nitrocellulose

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles de construction et d'aménagement du dépôt de nitrocellulose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les parois doivent être coupe-feu de degré 2 heures et lisses à l'intérieur.</p> <p>La façade ouvrante, non coupe-feu, doit être fermée par une grille anti-intrusion ou par une porte métallique avec des ajours suffisants en haut et en bas pour permettre une aération efficace. La toiture doit être incombustible et ne pas comporter de lanterneaux vitrés pouvant jouer le rôle de lentilles. Le sol des cellules doit être en matériau incombustible, non étincelant, étanche et formant rétention.</p> <p>Les parois et les sols doivent se prêter à un nettoyage facile et complet et ne pas retenir de particules de matière active. Les angles seront au besoin arrondis. Une ventilation naturelle, efficace, doit pouvoir être assurée en aménageant, au besoin, en partie haute, des ouvertures grillagées.</p> <p><b>Constats :</b> L'étude technico-économique de juillet 2017 relative à la maîtrise des risques accidentels associés au stockage de nitrocellulose (voir annexe 1) rappelle la nécessité de maintenir le stockage de nitrocellulose frais et bien ventilé. Elle met en avant que le stockage soit ventilé naturellement au niveau des volets roulants par les approvisionnements réguliers des ateliers.</p> <p>L'inspection observe que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– en l'absence d'entrée d'air, l'ouverture des volets ne permet, <i>a priori</i>, pas la ventilation du stockage ;</li> <li>– que la ventilation par les approvisionnements réguliers de l'atelier ne concerne que les périodes d'activité de l'entreprise et pas ses périodes de fermeture durant lesquelles le stockage demeure complètement clos.</li> </ul> <p>L'article 10.2 permet l'aménagement d'une ventilation naturelle et efficace par la création d'ouverture grillagée d'amenée et de sortie d'air. Tout aménagement de ce type doit, cependant, être pare-flamme et compatible avec les exigences de résistance au feu de la paroi où il est aménagé.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant une proposition de mise en œuvre d'une ventilation naturelle de chaque cellule de stockage, en toute période, qui réponde aux préconisations de l'étude technico-économique de juillet 2017 et des fiches de données de sécurité de la nitrocellulose tout en tenant compte des exigences techniques relative à la résistance au feu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Équipements du dépôt de nitrocellulose

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles de construction et d'aménagement du dépôt de nitrocellulose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le dépôt ne doit pas être chauffé ni muni d'installation électrique. »
<b>Constats :</b> L'inspection n'a observé aucune installation électrique dans les cellules du local de stockage de nitrocellulose et aucun dispositif de chauffage dans les cellules du local de stockage de nitrocellulose.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Manutention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'exploitation applicables au dépôt de nitrocellulose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le véhicule routier approvisionnant le dépôt ne devra pas pouvoir s'approcher de moins de 5 mètres du bâtiment de stockage. Il doit être conforme au Règlement des Transports des Matières Dangereuses. L'aire de circulation de ce véhicule devra être délimitée et matérialisée au sol. A l'intérieur du stockage, n'est admise l'utilisation d'un engin de manutention électrique que s'il est du type de sûreté ou à combustion interne que s'il est équipé d'un moteur protégé.
<b>Constats :</b> L'aire de circulation des véhicules approvisionnant le stockage de nitrocellulose n'est ni délimitée ni matérialisée au sol et aucune disposition n'a été observée sur site permettant d'interdire à ces véhicules de s'approcher de moins de 5 mètres du stockage de nitrocellulose.  Ainsi, l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne l'absence de mesure permettant de garantir, conformément aux exigences de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral du 03/12/1993, que les véhicules approvisionnant le local de stockage de nitrocellulose en demeure éloigné d'au moins 5 m.  L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant des dispositions prises pour que les véhicules approvisionnant le local de stockage de nitrocellulose en demeurent éloignés d'au moins 5 m.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Rangement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'exploitation applicables au dépôt de nitrocellulose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dépôt ne doit recevoir aucune affectation étrangère au stockage de nitrocelluloses. Les fûts de nitrocelluloses seront placés sur palettes gerbables sur deux niveaux maximum. Le rangement doit être tel que la durée de stockage des fûts soit, en raison des prélèvements, pratiquement la même pour chacun d'eux. Ainsi, les fûts les plus anciennement stockés seront prélevés en priorité pour être utilisés en fabrication.
<b>Constats :</b> Le respect de ces dispositions a été contrôlé lors de la visite et n'appelle aucune observation (voir l'annexe 1).

<p><b>Observations :</b> L'inspection a cependant observé que la mesure présentée par l'exploitant dans l'étude technico-économique de juillet 2017 consistant à ne pas stocker sur site plus de six mois un lot de nitrocellulose n'est pas tenu (dernière livraison de nitrocellulose datant du mois d'avril 2022 consommé qu'à 45 % le jour de l'inspection). Le niveau d'activité de l'entreprise implique une à deux livraisons par an alors que l'étude de juillet 2017 évoquait 2 à 3 réapprovisionnements par an.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 6 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 11.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'exploitation applicables au dépôt de nitrocellulose</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Une consigne d'exploitation doit être affichée en permanence à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment de stockage ; elle fixe notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les quantités maximales de produit qui peuvent y être emmagasinées,</li> <li>– le nombre de personnes qui peuvent y être simultanément présentes,</li> <li>– les dispositions à prendre en cas d'incident,</li> <li>– les outillages et moyens de manutention admis.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Une affiche est présente dans chacune des cellules. Elle fixe les interdictions qui s'appliquent dans le local de stockage (travaux par points chauds, fumer et vapoter, téléphone portable) et précisent des consignes d'exploitation :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. « Port des EPI obligatoires » ;</li> <li>2. « Rotation des stocks : Premier entré Premier sorti » ;</li> <li>3. « En cas de déversement de nitrocellulose, ramasser immédiatement (balayer) et stocker dans les fûts prévus à cet effet » ;</li> <li>4. « Refermer le local après livraison ou prélèvement dans le stock ».</li> </ol> <p>L'inspection constate concernant le :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– point 1 : les EPI (équipements de protection individuelle) requis ne sont pas précisés ;</li> <li>– point 3 : la consigne relative au déversement de nitrocellulose n'est pas conforme aux préconisations des fiches de données de sécurité qui précisent « Les déversements de nitrocellulose doivent être complètement mouillés avec beaucoup d'eau, puis balayés avec précaution et conservés dans des récipients hermétiquement fermés et étanches à l'eau. Utiliser des outils ne produisant pas d'étincelles (voir la section 7) ».</li> </ul> <p>La section 7 précise : « Les outils utilisés avec de la nitrocellulose doivent être en matériaux non ferreux comme le cuivre, le laiton, le bois ou tout plastique antistatique. On ne doit pas utiliser d'outils en plastique ordinaire, car ils peuvent produire de l'électricité statique. »</p> <p>L'inspection a constaté qu'il n'y a pas dans les cellules de stockage d'outils adaptés pour une opération de ramassage d'un déversement de nitrocellulose.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– point 4 : le local de stockage était ouvert à l'arrivée sur site et est demeuré ouvert jusqu'au départ du site.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées relève par ailleurs deux non-conformités à l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/12/1993 dans la mesure où :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la consigne affichée ne fixe aucun des quatre points prévus explicitement à l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/12/1993 ;</li> <li>– la consigne est affichée uniquement à l'intérieur des cellules.</li> </ul> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant la justification de l'affichage de consignes en extérieur et intérieur du local de stockage de nitrocellulose qui répondent aux exigences de l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral du 03/12/1993 et prennent en compte les préconisations des fiches de données de sécurité. L'exploitant justifiera également de la mise à disposition dans chaque cellule d'un matériel adapté à la manipulation</p>

d'un déversement de nitrocellulose.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 11.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'exploitation applicables au dépôt de nitrocellulose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le dépôt de nitrocelluloses doit être équipé d'une installation d'extinction automatique à eau émulsifiée et de 2 extincteurs appropriés. Les dispositions de l'article 7 concernant la prévention des risques d'incendie et d'explosion s'appliquent au dépôt de nitrocelluloses.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection il a été observé la présence de deux extincteurs automatiques accrochés au plafond par des chaînes (1 par cellule).</p> <p>A l'issue de l'inspection, le prestataire de l'exploitant lui a confirmé que le local de stockage était équipé d'un extincteur à poudre de 9 kg et, au-dessus des produits, de deux extincteurs pendulaires de 6 kg à poudre. Cette installation a été faite en 2017 selon le prestataire.</p> <p>Les conclusions de l'étude technico-économique de juillet 2017 relative à la maîtrise des risques accidentels associés au stockage de nitrocellulose préoyaient : « La mise en place d'extincteurs adaptés en remplacement des 9 kg automatique à poudre au niveau de chaque cellule de stockage (échéance fin 2017) »</p> <p>En l'occurrence, l'étude rappelle que les fiches de données de sécurité de la nitrocellulose indiquent que « Les feux de nitrocellulose ne peuvent être éteints qu'en appliquant de grandes quantités d'eau sous forme de brouillard ou de pulvérisation. Le sable, le CO2, la mousse ou la poudre sèche n'éteindront pas les feux de nitrocellulose et ne doivent pas être utilisés. »</p> <p>L'inspection des installations classées constate donc :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'absence de l'extincteur à poudre de 9 kg normalement disponible selon le prestataire (aucun affichage indiquant la présence d'un extincteur n'a par ailleurs été observée) ;</li> <li>2. des moyens internes de défense contre l'incendie du dépôt de nitrocellulose non-conformes aux prescriptions de l'article 11.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/12/1993 ;</li> <li>3. que l'adaptation des moyens internes de défense contre l'incendie du stockage de nitrocellulose annoncée par l'étude de juillet 2017 n'a pas été réalisée.</li> </ol> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une analyse technique des moyens de défense internes contre l'incendie du stockage de nitrocellulose nécessaires et prenant en compte les préconisations des fiches de données de sécurité ;</li> <li>– la justification de la mise en œuvre de ces moyens de défense.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Maîtrise des risques liés au stockage de nitrocellulose

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/11/2016, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de nitrocellulose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La société VERNIJURA doit réaliser et transmettre à l'Inspection, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique relative à la maîtrise des risques accidentels associés au stockage de nitrocellulose.</p>



Cette étude porte notamment sur les points suivants :

1) Analyse comparative de la situation actuelle par rapport à celle définie initialement en 1993 (dossier et arrêté préfectoral)

- sur la nitrocellulose : forme de la nitrocellulose stockée, nature physico-chimique du mélange imprégnant la nitrocellulose, classement CLP, types de conditionnement, durée limite de stockage avant utilisation, fiche de données sécurité, nature des déchets résiduels après utilisation de la nitrocellulose...

- sur les besoins de nitrocellulose : quantité mini/maxi susceptible d'être utilisée sur le site par an, quantité mini/maxi pour une livraison sur site, quantité maximale susceptible d'être stockée à un moment sur site...

- sur le local de stockage : dimensions et volume, nature et épaisseur des matériaux constituant les différentes parties du local, imperméabilité des sols à l'eau et au mélange d'imprégnation de la nitrocellulose, caractéristiques REI des parois et des ouvertures, distance du local par rapport aux limites du site et aux autres installations, dispositifs de ventilation et de désenfumage, moyens de détection et de lutte contre un incendie en état de fonctionnement et leur localisation précise, capacités de rétention des eaux d'extinction d'un incendie...

- sur les modalités de livraison sur site, de manipulation, de gestion des stocks : mode et lieu de déchargement, mode de manipulation vers le stockage et en sortie de stockage, typologie des stocks (hauteur de stockage, possibilité de gerbage, taille des îlots ou rangées de stockage...).

2) Analyse des risques accidentels associés au stockage

- retour d'expérience issu de l'accidentologie sur ce type de produit depuis 1993, selon la base nationale ARIA et en tenant compte de l'incendie de 2002 sur le site d'Arbois ;

- mise à jour des potentiels de dangers et des phénomènes dangereux correspondants pour ce stockage (avec calcul des distances d'effets), de façon exhaustive.

3) Examen des exigences réglementaires minimales

- identification des prescriptions techniques et organisationnelles minimales applicables à l'installation en fonction de son classement mis à jour au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, selon la réglementation nationale.

4) Analyse des moyens de prévention et de protection pertinents

- analyse de l'efficacité des moyens de prévention et de lutte contre un accident tels qu'ils existent sur site ;

- étude comparative des moyens complémentaires de prévention et de protection envisageables pour garantir la maîtrise des risques accidentels ;

- chiffrage des coûts d'investissement et de maintenance pour ces différents moyens complémentaires.

5) Conclusion de l'étude

- liste des mesures de maîtrise des risques (techniques et organisationnelles) complémentaires retenues par l'exploitant en conclusion de cette étude, dans le respect des exigences réglementaires applicables à son installation existante ;

- échéancier détaillé proposé pour la mise en œuvre de ces mesures.

**Constats :** Par transmission du 27/07/2017, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées l'étude technico-économique prescrite par l'arrêté préfectoral du 17/11/2016 (étude version 1 du 17/07/2017).

Son contenu est conforme aux exigences fixées par l'arrêté préfectoral du 17/11/2016.

La visite d'inspection visait à contrôler le respect des exigences de sécurité mises en avant par l'étude de juillet 2017 et la mise en œuvre des mesures annoncées dans les conclusions de l'étude. L'ensemble des constats de l'inspection est repris en annexe 1.

L'inspection des installations classées a notamment constaté concernant les mesures annoncées

par la conclusion de l'étude de 2017 que :

- la réalisation d'un marquage au sol des zones de stationnement autorisé sur le site à échéance de fin 2017 (mesure visant à empêcher le stationnement de véhicules dans la zone définie par le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> issue de l'étude) n'est pas effective. Sur ce point, l'inspection observe que dans son rapport de l'inspection du 25/02/2009, il avait été préconisé que : « Remarque 1 : La distance d'isolement qui constitue également la zone de protection (secteur d'un rayon de 17 mètres en façade du bâtiment) doit être reporté au sol ; les produits stockés combustibles ou non dans l'emprise ainsi délimitée, doivent être évacués. La zone doit ainsi être totalement dégagée et ensuite maintenue propre). »

Cette distance de 17 m est confirmée par l'étude de juillet 2017. Elle correspond à l'emprise couverte par les seuils des effets irréversibles. La préconisation de l'inspection de 2009 demeure pertinente ;

- la consigne d'exploitation relative aux travaux par points chauds dans le local de stockage de nitrocellulose dont la rédaction a été annoncée se limite à une interdiction des travaux par points chauds.

- l'affichage dans le local de stockage d'une note de service relative à la manipulation des contenants et déversements de nitrocellulose (annoncé pour le 3e trimestre 2017) n'est pas effectif ou pas pertinent (consigne incomplète en ce qui concerne les déversements).

- la mise en place d'extincteurs adaptés, en remplacement des 9 kg automatique à poudre, au niveau de chaque cellule de stockage (échéance fin 2017) n'a pas été réalisée ou que les moyens mis en place ne sont pas cohérents avec les informations des fiches de données de sécurité de la nitrocellulose.

Ces points font l'objet de constats au travers des autres points de contrôle de la présente inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 9 : Rétention des produits liquides

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Règles applicables à tout dépôt de produits liquides

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Tout dépôt de produits liquides inflammables ou non, susceptibles d'être à l'origine d'une pollution accidentelle des eaux, doit être placé sur une aire de rétention étanche et inattaquable par les produits susceptibles d'y être déversés, aménagée de façon à recueillir les égouttures ou écoulements accidentels, à les contenir ou à les diriger vers un dispositif de rétention étanche.

La capacité de rétention doit être au moins égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs ou récipients contenus.

Les dépôts de produits liquides, même provisoires, conditionnés en fûts, conteneurs ou récipients divers à l'extérieur de ces aires de rétention, sont strictement interdits.

**Constats :** L'atelier de production et la zone d'expédition contiennent nombre de récipients de diverses natures (gros récipient en vrac, fûts, pots, cuves de mélanges) contenant des produits de préparation ou issus de la production réalisée sur le site dont une partie est inflammable. Une quantité importante de ces récipients est située en mezzanine. Ces récipients ne sont pas placés sur rétention et l'exploitant a indiqué que le bâtiment n'était pas en rétention. Seuls des fûts pour les apports en production en petites quantités sont placés sur rétention dans un local spécifique attenant à l'atelier.

Ainsi, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité en raison de la présence de dépôt de produits liquides inflammables ou non, susceptibles d'être à l'origine d'une pollution accidentelle des eaux hors rétention contrairement aux dispositions imposées par l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/12/1993.

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant les dispositions qu'il compte mettre en œuvre pour assurer une rétention des produits présents au sein de l'atelier et de la zone de stockage des produits finis telle que prescrit par l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 03/12/1993.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Rétention des eaux d'extinction d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/1993, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.  [...]  Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection observe qu'aucun dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie n'est prévu. En particulier, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le passage d'un ruisseau tout le long de la bordure est du site et, notamment, juste derrière le stockage de nitrocellulose (local à risque incendie) ;</li> <li>– un avaloir d'eaux pluviales, situé à environ 8 m du stockage de nitrocellulose, qui dirige directement les écoulements dans le ruisseau.</li> </ul> <p>En cas d'incendie du local de stockage de nitrocellulose, les eaux d'extinction seraient directement rejetées dans le ruisseau qui, selon l'exploitant, rejoint la rivière La Cuissance qui passe à environ 550 m du site.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées relève une non-conformité en ce qui concerne l'absence de dispositions permettant d'éviter une pollution des eaux superficielles par les eaux d'extinction d'incendie contrairement aux dispositions imposées par l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/12/1993.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant de mesures prises pour retenir sur site les eaux d'extinction d'un incendie survenant sur le site et, notamment, au niveau du stockage de nitrocellulose. La capacité de rétention devra être cohérente avec les volumes d'eau d'extinction à retenir qui sont à justifier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet